

« L'agriculture et la filière agroalimentaire sont fondamentales pour l'avenir de notre pays, surtout en période de crise alimentaire mondiale.

En effet, l'agriculture française est la première de l'Union européenne. Elle fait travailler plus d'un million d'agriculteurs. Plus de 3000 entreprises agroalimentaires privées et coopératives de plus de 20 salariés, emploient près de 400.000 personnes.

L'agroalimentaire est le second secteur industriel français, juste derrière l'industrie mécanique. La France est devenue en moins de 40 ans, le premier exportateur mondial de produits alimentaires. L'agriculture et l'agroalimentaire réalisent plus de 42 milliards à l'exportation, avec un excédent de 9.1 milliards d'€ en 2007.

C'est pourquoi, je me suis toujours battu au Parlement européen pour que notre agriculture ne soit pas sacrifiée sur l'autel du libre échange mondialisé. Les attaques contre le montant du budget agricole européen, cachent mal la volonté de faire de l'agriculture une monnaie

d'échange dans les négociations de l'Organisation mondiale du commerce pour obtenir la libéralisation des marchés des services dans les pays émergents.

L'agroalimentaire et l'agriculture ne sont pas des activités économiques comme les autres, elles sont absolument indispensables à la survie des hommes. L'Union européenne a donc le besoin stratégique de développer une filière agroalimentaire, riche en emploi et capable de nourrir en quantité

Pour une politique européenne développant la filière agroalimentaire !



particulier dans ses aspects culturels et patrimoniaux.

• Garantisse des prix rémunérateur à tous les acteurs de la filière agroalimentaire.

En résumé, un yaourt à la fraise, utilisant du lait normand, ne doit pas faire le tour du monde pour être fabriqué afin d'être mis en vente dans un hypermarché de Rouen. Il doit être produit au pays.»

Jacky Hénin

et en qualité ses citoyens. L'agriculture ne peut pas être livrée aux seules lois du marché pour fixer les prix, la puissance publique doit intervenir.

Comme député européen, je me bats pour une nouvelle Politique agricole commune (PAC) qui :

- Assure l'indépendance alimentaire de l'UE, en veillant à ce que l'agriculture et le secteur agroalimentaire européens dépendent aussi peu que possible des importations.
- Concourt à la sécurité alimentaire mondiale, sans décourager l'agriculture vivrière des pays pauvres.
- Garantisse la qualité sanitaire et gustative des aliments.
- Protège la diversité des aliments et des modes de production agricole. A ce titre, la protection des modes de production sans OGM doit être assurée, ainsi que la reconnaissance des Indications Géographiques.
- Joue un rôle de développement structurant de l'espace rural en terme d'activité économique, d'emplois, et d'écologie. Par conséquent, le modèle d'agriculture à taille humaine doit être protégé, en

particulier dans ses aspects culturels et patrimoniaux.

• Concourt à la sécurité alimentaire mondiale, sans décourager l'agriculture vivrière des pays pauvres.

• Garantisse la qualité sanitaire et gustative des aliments.

• Protège la diversité des aliments et des modes de production agricole. A ce titre, la protection des modes de production sans OGM doit être assurée, ainsi que la reconnaissance des Indications Géographiques.

• Joue un rôle de développement structurant de l'espace rural en terme d'activité économique, d'emplois, et d'écologie. Par conséquent, le modèle d'agriculture à taille humaine doit être protégé, en

particulier dans ses aspects culturels et patrimoniaux.

• Garantisse des prix rémunérateur à tous les acteurs de la filière agroalimentaire.

En résumé, un yaourt à la fraise, utilisant du lait normand, ne doit pas faire le tour du monde pour être fabriqué afin d'être mis en vente dans un hypermarché de Rouen. Il doit être produit au pays.»

Jacky Hénin

**Nestlé à Dieppe, Lisieux, Creully,
Lactalis à Bayeux, Isigny, Orbec, Domfront, Sainte Cécile,
Charal-Socopa à Flers, Lisieux, Le Neubourg, Coutances,**

Lait, viandes, céréales, lin, poissons, café, chocolat, plats préparés, cheval,...

La filière agroalimentaire fait vivre 30 000 salariés dans l'industrie,

10 000 salariés agricoles et 38 000 exploitants agricoles en Haute et Basse Normandie



POUR LA FILIERE AGROALIMENTAIRE, UN COMBAT COMMUN

Principaux établissements agro-alimentaires en Haute-Normandie par zone d'emploi (avec au moins 5 salariés)



Industries agro-alimentaires employant plus de 100 salariés en 2006 en Basse-Normandie



Crise, Europe, Traité constitutionnel, Filière, France,...

Malgré le NON du peuple français au référendum sur le Traité Constitutionnel européen, en mai 2005, une nouvelle mouture de ce texte, le Traité de Lisbonne, a été adoptée en septembre 2008 par les sénateurs et députés de droite avec l'aide d'élus de "gauche".

Ce qui était dénoncé par les communistes en 2005 montre sa nocivité : l'Europe est conçue comme un gigantesque marché où les humains et l'environnement ne sont que des variables d'ajustement.

Le crédo libéral de "concurrence libre et non faussée" est la porte ouverte aux délocalisations et aux licenciements boursiers. Avec la "libre circulation des capitaux", c'est la fuite des capitaux et la spéculation financière qui ont été facilités. Encore maintenant, alors que le nombre de chômeurs explose partout en Europe, Bruxelles ne propose comme solution à la crise que la poursuite de sa politique d'ouverture des marchés : le libéralisme pour soigner les conséquences du libéralisme, en clair !

En juin, vous aurez l'occasion de choisir vos représentants au Parlement européen.

Ce sera l'occasion de réaffirmer votre opposition au traité constitutionnel de 2005 et de soutenir ceux qui à gauche défendent l'idée d'une Europe sociale et écologique.

La filière agricole et agroalimentaire, c'est 40000 salariés en Normandie, depuis la production et les coops agricoles jusqu'aux laiteries, abattoirs, sucreries, le secteur équin et toutes les industries de transformation (produits de la mer, café, chocolat, lin), etc.... Sans compter les prestataires de service !

Mais notre filière est fractionnée en une multitude de sites de production !

Pourtant, derrière chaque site se cache un grand groupe de l'agroalimentaire avec des objectifs de rentabilité pour ses actionnaires et la pression de la grande distribution sur ses prix !

Le pouvoir d'achat devient une préoccupation de tous les jours pour chacun de nous car les pressions sur les salaires et sur nos emplois sont de plus en plus fortes !

Nous qui travaillons dans l'alimentaire avons de plus en plus de mal à nourrir nos familles !

Pendant ce temps là, l'Etat distribue des centaines de milliards d'euros aux banques et aux financiers, maintient le bouclier fiscal qui profite aux plus riches et laisse les grandes surfaces augmenter ses prix.

Il est temps d'affirmer nos exigences :

- De produire ici dans nos régions et notre pays
- De stopper les licenciements et le recours abusif au chômage partiel
- De développer le pouvoir d'achat et non de l'amputer
- D'obtenir un droit de regard sur l'utilisation des aides publiques

C'est le sens des orientations et des propositions du PCF, des élus communistes normands et de notre député européen Jacky Hénin !

Agriculteurs, Salariés de la production ou de la transformation : Tous acteurs d'une filière stratégique soumise aux appétits des actionnaires !

Que nous soyons agriculteurs, ouvriers agricoles, salariés de laiteries, d'abattoirs, d'entreprises de la transformation alimentaire, nous dépendons les uns des autres. Malgré la crise, chacun doit se nourrir. Pourtant, alors que les ventes en grandes surfaces se maintiennent, notre pouvoir d'achat chute et, pour beaucoup, nous vivons dans l'incertitude pour notre emploi.

AGRICULTURE / PECHE : sans production de base, plus besoin de filière !

Changer d'Europe...

«A l'heure du Salon de l'Agriculture, Nicolas Sarkozy a choisi de "brosser les paysans dans le sens du poil", avec une série de mesures dont un projet de loi de modernisation, et propose une gouvernance pour lutter contre la volatilité des marchés lors du prochain G 8. Or, son échec à la présidence de l'Union européenne en 2008 repose justement sur son inaction contre la suppression de toute régulation des marchés par Bruxelles.

Si l'alimentation représente 15 % du budget d'un ménage, seulement 4 % revient aux agriculteurs. Et si les prix agricoles ont été divisés par 2 en 30 ans, le prix d'un fromage (Brie) a augmenté de 137 % en 6 ans, celui d'une brique de lait de 183 % !

La grande distribution est sortie largement vainqueur des réformes de la PAC depuis 1992 et des lois Galland, LRE et LME, taillées sur mesures par les gouvernements successifs.

La feuille de route adoptée par les communistes lors de leur congrès propose un nouveau mode de développement pour répondre au défi premier de l'humanité en ce 21ème siècle : se nourrir. Pour changer d'Europe, le PCF porte une nouvelle ambition alimentaire et agricole. La PAC doit avoir des objectifs de rémunération du travail paysan, de souveraineté alimentaire, de qualité, en respectant les hommes et l'environnement. Parmi les propositions du PCF, l'Europe, par la répartition de la plus-value entre producteurs, industries agroalimentaires et grande distribution, doit garantir l'accès à l'alimentation aux consommateurs.»

Xavier Compain, agriculteur – responsable PCF de la commission Agriculture-pêche-forêt.

L'agriculture, c'est la base de notre filière car sans production, pas besoin de transformation !



L'agriculture, c'est aussi un enjeu de sécurité alimentaire et sanitaire : alors que la population mondiale va passer à 9 milliards d'habitants en 2050, la France et l'Europe bradent notre agriculture et notre pêche lors des négociations commerciales à l'OMC.

La fragilisation de certaines filières (pêche, volailles, ovins, ...) nous rend déjà vulnérable aux importations : approvisionnement incertain, soucis sanitaires, qualité, ...

L'agriculture, c'est enfin l'aménagement du territoire et la vie de nos campagnes par le biais des paysages, du tourisme rural, des emplois agricoles.

Le résultat de la politique agricole européenne relayée par nos gouvernements successifs, c'est :

- la casse du tissu agricole et des pertes d'emplois sur tout le territoire ;
- une sécurité alimentaire et sanitaire en danger ;
- des importations à bas prix qui accentuent la pression sur les agriculteurs restants et sur les salaires dans la filière ;
- 90 % des salariés agricoles gagnent moins de 1 500 € par mois

La France et l'Europe doivent garantir à tous l'accès à une alimentation saine, diversifiée et en quantité suffisante ! Nous refusons cette Europe libérale qui met en concurrence les salariés, qui favorise les délocalisations et brade nos acquis sociaux !

Il faut instaurer des prix minimums garantis pour toutes les productions et garantir la rémunération du travail du paysan, du pêcheur et des salariés de la filière par la suppression des marges arrière menées par la grande distribution."

Filières de transformations : tout pour les actionnaires !



Avec 30 000 salariés en Normandie, l'industrie agroalimentaire est un pilier de l'emploi dans notre Région. C'est même la première filière en Basse Normandie avec 20 % de l'emploi salarié ! A ces emplois, il faut ajouter tous les fournisseurs et prestataires de services : équipement, entretien, bâtiment, transport routier, informatique, gestion, ...

Malgré notre nombre, il y a peu de grands sites de production. Et pourtant, en Normandie, quelques grands groupes dominent : Lactalis, Danone, Nestlé, Bongrain CLE pour la filière lait, Bigard-Charal-Socopa (leader français et européen du bœuf) pour la viande, Agrial et Cap'Seine pour la coopération agricole, Florette, Davigel, ...

Pour ces grands groupes, ce qui compte, c'est la rentabilité d'abord ! :

• Nestlé prévoit de redistribuer 13,5 milliards d'euros à ses actionnaires en 2009, Danone a réalisé un bénéfice de 1,3 milliards d'euros en 2008 et annonce un bénéfice par action en hausse de 10 % en 2009, le groupe Bigard pèsera 4,5 milliards d'euros de chiffre d'affaire en 2009 grâce à la reprise de la SOCOPA ;

• Certaines entreprises ont comme actionnaires des fonds de pension qui visent une rentabilité minimale de 20 %, c'est le cas de Mont-Blanc.

Pour les salariés, le résultat c'est :

- 50 % des salariés qui gagnent moins de 1300€ par mois !
- Des conditions de travail dégradées ;
- Des sites qui ferment par souci de rentabilité et des délocalisations ;
- La difficulté de s'organiser pour défendre nos revendications quand on est sur un petit site ;

Entretien avec Michel

délégué CGT - SAINT-LOUIS SUCRE (CAGNY - 14)

Grâce aux luttes revendicatives passées, nous étions une entreprise "privilégiée" sur le plan social il y a encore quinze ans. Aujourd'hui, les conditions de travail se sont considérablement dégradées, les salaires ne progressent plus, et ne suivent même pas l'inflation. A la place, nous avons une politique de primes qui a des conséquences désastreuses au moment du calcul de la retraite. Sans traitement collectif des évolutions de carrière, on ne peut plus construire de projet professionnel dans l'entreprise.

Il n'y a plus de grille de salaires mais "des salaires à la carte" ne tenant compte ni des formations ni des compétences de chacun.

Une revendication forte est celle de la clarté sur les salaires et surtout leur augmentation rapide et conséquente.

Nous vivons au rythme des 3x8 durant la saison de la betterave, d'octobre à janvier, avec des horaires journaliers le reste de l'année. Nous sommes 95 ouvriers permanents plus environ 90 saisonniers. Certains services comme la maintenance sont externalisés avec à la clé des pertes d'emplois dans l'entreprise et un affaiblissement du service rendu pour un coût plus important.

Comme les départs en retraite ne sont pas remplacés, les conditions de travail se dégradent. Le stress apparaît de façon inquiétante chez la plupart d'entre nous : les postes automatiques laissent les ouvriers seuls face à leur écran, soumis à des cadences infernales. Aussi une autre revendication forte est celle de l'âge du départ en retraite à 55 ans. La crainte c'est de ne pas pouvoir vivre longtemps après un départ en retraite vers 65, voire 70 ans !

De plus, nous vivons dans la crainte d'une fermeture de l'entreprise, comme cela s'est passé en 2008 dans la Somme. On vit dans l'inconnu. Les conséquences seraient graves aussi pour les saisonniers ainsi que pour les emplois dans les papeteries, le transport, la sous-traitance.

Toutes ces difficultés sont dues à la politique menée par des patrons "financiers" et non plus "sucriers". Elles répondent à une logique de rentabilité maximum mais aussi à politiques européennes.

Aussi, la présence de plus de députés européens communistes, progressistes serait un appui fort car il sont porteurs de nos difficultés de vie et de travail et de nos revendications.